Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
Le rôle essentiel des dirigeants politiques

VARSOVIE, STRASBOURG, VIENNE, 21 mars 2014 – Volonté et action politiques sont décisives pour lutter contre le racisme, la discrimination et les infractions motivées par la haine. C'est ce qu'ont rappelé aujourd'hui, dans une déclaration commune publiée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, les responsables de trois organisations intergouvernementales de défense des droits de l'homme[1].

Le chef du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, Janez Lenarčič, le président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe (ECRI), Christian Ahlund, et le directeur de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'UE, Morten Kjaerum, ont souligné que les possibilités des dirigeants politiques d'agir sur l'opinion et de définir des priorités allaient de paire avec l'obligation de dénoncer sans la moindre équivoque les manifestations de racisme et de lutter contre la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

La difficulté à lutter directement et efficacement contre le racisme contribue à accroître la marginalisation et la vulnérabilité des personnes et des communautés visées et risque en outre de donner aux auteurs des infractions à motivation raciste un sentiment d'impunité.

« C'est en s'élevant contre les infractions motivées par la haine que les dirigeants peuvent rassurer les communautés qui en sont victimes », a déclaré Janez Lenarčič, directeur du BIDDH. « Les dirigeants politiques jouent également un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques de lutte contre ces infractions, y compris en veillant à ce que les incidents racistes soient tous signalés et enregistrés de manière à disposer des informations nécessaires pour y répondre fermement et de manière adaptée ».

Selon les responsables des trois institutions, il convient, pour combattre efficacement le racisme, de coopérer avec les organisations non gouvernementales et d'obtenir leur soutien.

« En raison de leur engagement dans ce domaine, les organisations de la société civile sont, en effet, des partenaires précieux pour les gouvernements, notamment pour riposter au discours de haine », a précisé le président de l'ECRI, Christian Ahlund. « Une coopération efficace entre les gouvernements et la société civile est aussi nécessaire pour s'assurer que les victimes de violences racistes sont entendues et que les auteurs de ces violences sont condamnés ».

D'autres personnalités publiques, comme les chefs religieux, ont un rôle important à jouer en s'élevant contre la violence à connotation raciste et ethnique. Les médias ont aussi une influence déterminante dans la lutte contre les stéréotypes et les représentations déformées qui sont données des groupes souvent victimes d'agressions. Il est d'autant plus important de lutter ouvertement contre le racisme en période de crise économique que ces communautés risquent d'être davantage stigmatisées et prises pour boucs émissaires.

« Le racisme et les infractions motivées par la haine sont source de peur pour des communautés entières et sapent la cohésion sociale. Des violations des droits fondamentaux aussi flagrantes ne sauraient être tolérées », a déclaré le directeur de la FRA, Morten Kjaerum. « A l'approche des élections européennes, les dirigeants politiques et les autres leaders d'opinion doivent s'élever clairement contre les idées racistes où que ce soit et en quelque circonstance que ce soit ».

Les chefs des trois organisations ont annoncé qu'ils maintiendraient leur coopération pour sensibiliser au racisme et à ses effets et aider les gouvernements à prévenir et à combattre toutes les formes de discrimination raciale.

---

1. Les Nations Unies ont désigné le 21 mars comme Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale en 1966 en mémoire des 69 personnes assassinées six ans plus tôt à Sharpeville, en Afrique du Sud, au cours d'une manifestation pacifique pour protester contre le régime de l'apartheid.